

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE



**DIRECTION DE LA CONJONCTURE
ET DE LA PREVISION ECONOMIQUES**

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN MAI 2012

*BP 650 Abidjan 04
Plateau, Avenue marchand, Immeuble SCIAM 9^{eme} étage
Tél : +225 - 20 20 09 89
+225 - 20 22 76 50
Fax : +225 - 20 22 54 55*

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN MAI 2012 [SYNTHESE]

L'économie mondiale reste fortement dépendante de l'évolution de la crise de la dette souveraine dans la zone euro. A cet effet, au sommet européen des 28 et 29 juin 2012, les dirigeants de cette zone se sont accordés sur la nécessité de promouvoir la croissance tout en procédant à l'ajustement des finances publiques. Par ailleurs, ils ont approuvé la mise en place d'un mécanisme de recapitalisation directe des Banques en difficulté, via les fonds de secours européen, afin de préserver la capacité des pays à s'endetter. Ces fonds de secours pourront également être autorisés à acheter directement les titres des pays en crise.

Selon l'INSEE, les économies avancées enregistrerait un ralentissement de l'activité au second trimestre 2012 avec un taux de croissance du PIB attendu à +0,2% contre +0,3% au premier trimestre. Cette évolution découlerait d'une dégradation de la situation dans la zone euro qui enregistrerait un repli de l'activité de 0,2% au second trimestre après une stagnation au premier trimestre. Aux Etats-Unis (+0,5% après 0,5%) et au Japon (+0,3% après 1,2%) l'activité continuerait de croître au second trimestre 2012. En Chine, le ralentissement de l'activité se poursuivrait et le taux de croissance passerait de 8,1% au premier trimestre 2012 à 7,8% au second.

Sur **les marchés des matières premières**, les cours du pétrole brut suivent une tendance baissière depuis le mois d'avril 2012 et passent de 122,9 dollars à fin mars 2012 à 97,56 dollars le baril à fin juin 2012. Ceux du cacao ressortent largement en deçà de leur niveau de la même période de 2011.

Du côté du marché de change, l'euro continue de se déprécier par rapport au dollar américain, le taux de change euro-dollar passant de 1,31 à 1,27 au premier et second trimestre respectivement.

Au plan national, le rebond de l'activité, par rapport au cinq premiers mois de l'année 2011, se poursuit, soutenu par les investissements publics et la reprise de la demande intérieure. L'amélioration de la situation sociopolitique se poursuit avec la sécurisation de la zone ouest du pays, soumise à des tensions. Cependant, l'économie souffre du développement des importations frauduleuses.

L'agriculture d'exportation maintient son évolution contrastée observée depuis le début de l'année. Les productions de cacao (-2,1%) à fin avril 2012 et de caoutchouc (-3,3%) à fin mai 2012,

ressortent en baisse tandis que le coton (+43,6%) ; le sucre (+3,1%) ; la banane (+12,4%) ; l'ananas (+3,6%) ; l'anacarde (+153,7%) à fin mai 2012, ainsi que et le café (106 733,6 tonnes contre 6 299 tonnes récoltées à la même période de 2011) à fin avril 2012, enregistrent une hausse de la production. Les évolutions positives s'expliquent notamment par les investissements réalisés et par la bonne pluviosité. Cependant, les fortes hausses du café et de l'anacarde se justifient par la faiblesse de la récolte sur la période correspondante en 2011 du fait de la crise. La filière anacarde est confrontée à la fuite de la production vers le Ghana.

S'agissant du cacao, le repli est le fait du retour au niveau moyen de production, suite à la réalisation exceptionnelle enregistrée en 2011 du fait des conditions climatiques favorables.

Dans le **secteur minier** à fin mai 2012, les productions d'or (+19,7% ; 4 829,1 kilogrammes) et de gaz (+11,1% ; 25 005 824 MMBTU) se maintiennent en accroissement. Le dynamisme de l'or est attribuable à la pleine activité de la mine de Tongon tandis que le gaz bénéficie de l'effet de rattrapage, après le repli d'activité observé au cours des premiers mois de l'année 2011. En revanche, l'extraction pétrolière se contracte (-9,6% ; 4 722 471 barils), en raison du déclin des champs pétroliers et du report des investissements prévus en 2011.

Au terme des quatre premiers mois de l'année 2012 l'indice moyen de la **production industrielle** rebondit de 39,8%, soutenue par la reprise de la consommation intérieure et des exportations. Le dynamisme de l'activité industrielle provient des branches « Agroalimentaire » (+62,7%), « Chimie » (+139,3%), « Textile et chaussures » (+102,7%), « Automobile mécanique » (+72,2%), « Energie électrique, Eau » (+17,3%), « Matériaux de construction » (+117,0%) et du BTP (+193,7%). L'extraction minière progresse faiblement (0,4%), tandis que le « Bois » (-7,0%) et les « Industries diverses » (-4,4%) accusent une baisse d'activité.

Par rapport à fin avril 2010, l'indice d'ensemble de la production industrielle enregistre une croissance de 3,6% et l'indice hors extraction croît de 11,3%. En dépit de cette évolution favorable, l'activité industrielle est confrontée au développement des importations frauduleuses qui menacent la survie de certaines unités de production.

A fin mai 2012, **les énergies commerciales** évoluent favorablement. La production de **produits pétroliers** atteint 1 015 622 tonnes, après 426 898 tonnes réalisées à fin mai 2011. Cette reprise est confirmée par la hausse de 22,7% enregistrée par rapport au niveau de production à fin mai 2010. L'activité de raffinage tire avantage, à la fois, de la reprise de la consommation intérieure qui a plus que doublé pour s'afficher à 583 888 tonnes et du rebond des exportations (+140,3) amorcé au mois d'avril 2012, en liaison avec l'amélioration des marges de raffinage internationales.

Du côté de l'**électricité**, la production affiche une hausse de 16,9%, lié au dynamisme de la source thermique (+34,7%). La consommation croît de 19,8%, grâce aussi bien à la basse tension (+5,6%) qu'à la moyenne et haute tension (+37,7%), confirmant la performance de l'activité industrielle.

Les **activités tertiaires** continuent de bénéficier de l'amélioration du climat des affaires. **Les ventes de détail** à fin mai 2012, progressent de 48,7%. Dans la **branche transport**, le trafic aérien de voyageurs augmente de 93,3% à fin mai 2012, tiré par l'ensemble de ses postes à l'exception du fret aérien qui recule de 21,8%. L'activité maritime, à fin avril 2012, enregistre un rebondissement du trafic global de marchandises qui se situe à 8 017,0 tonnes contre 3 476,6 tonnes à fin avril 2011, et enregistre une hausse de 9,0% par rapport au niveau de l'activité à fin avril 2010.

A fin mai 2012 et par rapport à la même période de 2011, **les prix à la consommation** fléchissent, grâce à la normalisation des circuits de distribution et aux mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie. Toutefois, Ils restent à des niveaux encore élevés par rapport à 2010.

L'inflation en glissement annuel ressort à -1,2% au mois de mai 2012, traduisant la baisse des prix, après les tensions enregistrées un an plus tôt. Ce repli provient notamment des postes « Produits alimentaires et boissons non alcoolisés » (-6,9%) ; « Communication » (-6,1%) ; « Transport » (-1,8%) ; « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-0,5%) ; « Santé » (-0,3%) et « Enseignement » (-0,1%), tandis les produits des autres postes parmi lesquels figurent les « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+5,7%) et les « Restaurants et hôtels » (+5,5%), renchérissement. L'indice des prix hors alimentation ressort en hausse de 1,2%.

En moyenne sur les cinq mois écoulés de l'année 2012, l'inflation s'affiche à -0,1%,

A fin mai 2012, **les échanges extérieurs** se caractérisent par un accroissement en valeur des exportations (+35,9%) et des importations qui ont presque triplé, sous l'impulsion de la relance de l'activité économique. La hausse des exportations et des importations est attribuable à l'ensemble de leurs composantes. Il en ressort un excédent commercial de 261,5 milliards, contre 981,4 milliards en mai 2011, soit une baisse de 73,4%. Le taux de couverture ressort à 113%, en repli de 128,9 points de pourcentage. De même, les prix à l'exportation et à l'importation chutent respectivement de 6,4% et 3,8%, induisant une détérioration de 2,7% des termes de l'échange.

A fin avril 2012, la **situation monétaire**, par rapport à fin décembre 2011, est caractérisée par une baisse de 190,8 milliards (-4,2%) de la masse monétaire découlant du repli des avoirs extérieurs nets de 62,8 milliards (-3,5%) et de la contraction du crédit intérieur net de 46,3 milliards (-1,6%). La baisse du crédit intérieur est imputable au repli des crédits à l'économie de 94,8 milliards (-4,6%) tandis que la Position Nette du Gouvernement augmente de 48,5 milliards (+5,9%), en raison de l'émission de titres publics.

Enfin, **l'activité boursière** poursuit sa tendance haussière, en relation avec l'amélioration du climat des affaires. Les indices boursiers progressent (BRVM 10 : +4,1% et BRVM composite : +4,2%) ainsi que le volume des titres échangés.

En définitive, les cinq premiers mois de l'année 2012 sont marqués par une évolution favorable de l'activité économique nationale, portée par les mesures de relance mise en œuvre par le Gouvernement.

Les secteurs secondaire et tertiaire, profondément impactés par la crise postélectorale en 2011, ont repris et enregistrent une hausse d'activité par rapport à fin mai 2010.

Quant au secteur primaire, il se maintient en dépit de la contraction des productions cacaoyère (-2,1%) et pétrolière (-9,6%) qui restent en deçà des replis respectifs de 10,9% et 22,3% prévus dans le cadrage macroéconomique pour l'année 2012.

Les mesures de lutte contre la vie chère se poursuivent en vue de ramener les prix des denrées de grande consommation, encore élevés malgré les baisses observées par rapport à l'année 2011, à des niveaux supportables pour les populations.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN MAI 2012

I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'économie mondiale reste fortement dépendante de l'évolution de la crise de la dette souveraine dans la zone euro. A cet effet, au sommet européen des 28 et 29 juin 2012, les dirigeants de cette zone se sont accordés sur la nécessité de promouvoir la croissance tout en procédant à l'ajustement des finances publiques, afin de sortir les pays du cercle vicieux de la récession induit par les politiques d'austérité. En outre, ils ont approuvé la mise en place d'un mécanisme de recapitalisation directe des Banques en difficultés, via les fonds de secours européen, afin de préserver la capacité des pays à s'endetter. Ces fonds de secours pourront également être autorisés à acheter directement les titres des pays en crise de la zone euro.

Selon l'INSEE, les économies avancées enregistreraient un ralentissement de l'activité au second trimestre 2012 avec un taux de croissance du PIB attendu à +0,2% contre +0,3% au premier trimestre. Cette évolution découlerait d'une dégradation de la situation dans la zone euro qui enregistrerait un repli de l'activité de 0,2% au second trimestre après une stagnation au premier trimestre. Aux Etats-Unis (+0,5% après 0,5%) et au Japon (+0,3% après 1,2%), l'activité continuerait de croître au second trimestre 2012. En Chine, le ralentissement de l'activité se poursuivrait et le taux de croissance passerait de 8,1% au premier trimestre 2012 à 7,8% au second trimestre.

Dans ce contexte, le Conseil d'administration du FMI s'est engagé à augmenter de plus de 430 milliards de dollars US, les ressources de cette institution, en vue de répondre aux besoins de financement croissants des pays en difficultés et contribuer à la relance de l'économie mondiale.

Sur les marchés des matières premières, les cours du pétrole brut suivent une tendance baissière depuis le mois d'avril 2012 et passent de 122,9 dollars à fin mars 2012 à 97,56 dollars le baril à fin juin 2012. Ceux du cacao ressortent largement en deçà de leur niveau de la même période de 2011.

Sur le marché de change, l'euro continue de se déprécier face au dollar américain, le taux de change euro-dollar passant de 1,31 au premier trimestre à 1,27 au second.

II. LA CONJONCTURE NATIONALE

Au plan national, le rebond de l'activité se poursuit, soutenu par les investissements publics et la reprise de la demande intérieure. Cependant, l'économie souffre du développement des importations frauduleuses. L'amélioration de la situation sociopolitique se consolide avec la sécurisation de la zone ouest du pays soumise à des tensions.

1. La production agricole

Dans le secteur traditionnel agricole à fin mai 2012, excepté le cacao (-2,1% à fin avril 2012) et le caoutchouc (-3,3% à fin mai 2012) qui enregistrent une baisse de la production, les autres cultures évoluent favorablement. Il s'agit du coton (204 358,4 tonnes, +43,6%) ; de la banane (157 984,9 tonnes, +14,4%) ; ananas (36 351,0 tonnes, +3,6%) ; du café (106 733 tonnes à fin

avril contre 6 299 tonnes récoltées à la même période de 2011), du sucre¹ (138 359,2 tonnes ; +3,1%) et de l'anacarde (141 613,8 tonnes contre 55 827,0 tonnes à fin mai 2011).

Elles bénéficient de l'amélioration de la situation sécuritaire et, pour certaines, des investissements réalisés, à la base de l'amélioration des rendements des surfaces cultivées.

Le bon résultat du coton graine se justifie principalement par l'amélioration de la qualité des semences, en liaison avec l'appui de l'Union Européenne à travers le projet « Nouvelles semences ». En outre, la filière bénéficie de la subvention allouée par l'Etat pour le financement des intrants (pesticides, engrais) d'environ 7 milliards de francs CFA en 2012.

Le sucre tire avantage d'une part, du changement progressif des variétés de cannes vieillissantes par des variétés plus riches en teneur de sucre et d'autre part, des conditions climatiques favorables (bon ensoleillement et bonne pluviosité).

En dépit de la forte progression de l'anacarde, liée à la non commercialisation pendant la période de crise postélectorale en 2011, le secteur est confronté aux sorties frauduleuses de la récolte vers le Ghana. La production étant captée à travers les exportations, l'ampleur de ce phénomène transparaît dans sa chute de 36,8% par rapport à fin mai 2010. Ces sorties s'expliquent par le prix au producteur plus avantageux au Ghana.

Au niveau du café, le rebond de la production se justifie en grande partie par le fait que la période de comparaison de 2011 n'a pas enregistré de récoltes, en raison de l'abandon des plantations du fait de la crise postélectorale. A ces raisons, s'ajoutent également l'amélioration du prix au producteur de 23,7% au cours de la période sous revue et l'exploitation de plantations difficilement accessibles aux paysans pendant la crise sociopolitique.

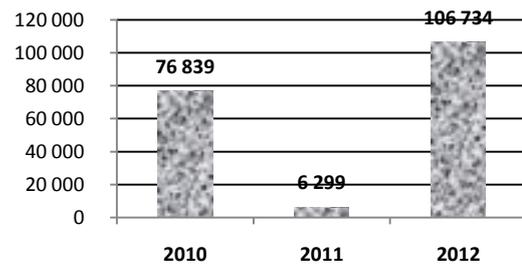
Du côté des spéculations en baisse de production, le cacao retrouve son niveau moyen après la réalisation exceptionnelle de 2011 liée aux conditions climatiques favorables. Par ailleurs, la filière cacaoyère souffre du vieillissement des vergers et enregistre une altération de la qualité des fèves, à l'origine de la baisse de 12,8% du prix au producteur en moyenne sur les quatre premiers mois de 2012. Malgré la contreperformance par rapport à 2011, la production cacaoyère enregistre un accroissement de 16,5% par rapport de la période correspondante de 2010 et se situe à 382 136,5 tonnes à fin avril 2012.

2. La production minière

Dans le domaine minier à fin mai 2012, les productions d'or et de gaz naturel se maintiennent en hausse tandis que l'extraction pétrolière recule.

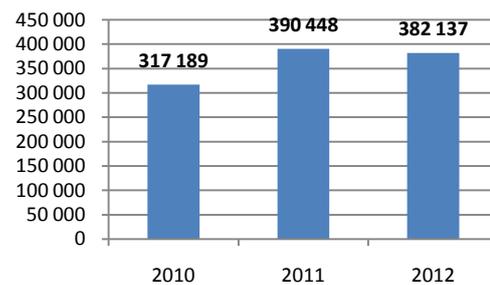
La production **aurifère** continue de croître sous l'effet de la pleine activité de la mine de Tongon. Elle progresse de 19,7% pour se situer à 4 829 kilogrammes.

Graph 1 : Evolution de la production de café vert à fin avril (en tonnes)



Source: Conseil de Gestion de la Filière Café Cacao (CGFCC)

Graph 2: Evolution de la production de cacao à fin avril (en tonnes)



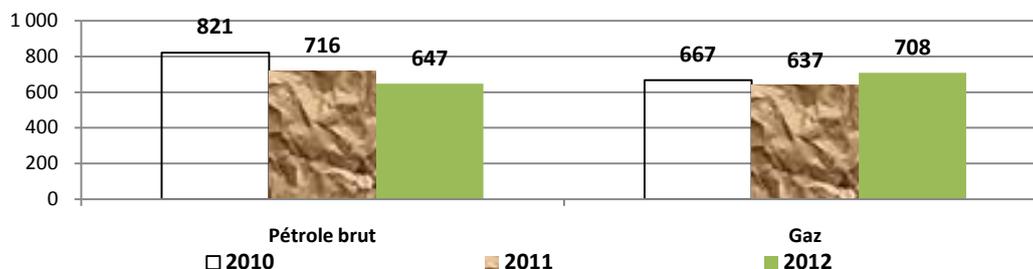
Source: CGFCC

¹ Les données du sucre sont à fin mars 2012.

L'extraction de gaz s'affiche à 25 005 824 MMBTU, en augmentation de 11,1%. Elle bénéficie de l'effet du rattrapage suite à la contraction d'activité observée au cours des premiers mois de l'année 2011.

S'agissant de la production de pétrole brut, elle baisse de 9,6 pour se situer à 4 722 471 barils, du fait du déclin naturel des champs pétroliers et du report des investissements prévus en 2011.

Graph 3: Evolution des productions de pétrole brut (milliers de tonnes) et de gaz (millions de m3) à fin mai



Source: Petroci

3. La production industrielle

Au terme des quatre premiers mois de l'année 2012, par rapport à la même période de 2011, l'indice de la production industrielle enregistre un rebond de 39,8%, soutenue à la fois par la reprise de la consommation intérieure et des exportations. L'activité industrielle est toutefois confrontée au développement des importations frauduleuses qui freinent l'écoulement de la production et menacent la survie de certaines unités de production.

La bonne tenue de la production industrielle est attribuable à la plupart de ses composantes, à l'exception du « Bois » (-7,0%) et des « Industries diverses » (-4,4%) qui accusent une baisse d'activité.

Les industries agroalimentaires profitent du regain d'activité des sous branches « Produits du travail des grains et farines » (+51,1%); « Conserves et préparations alimentaires » (+67,4%); « Boissons et glace alimentaires » (+104,6%) et « Corps gras alimentaires » (+112,0), tandis que la sous composante « Autres produits alimentaires et tabacs » enregistre un recul de l'activité de 28,1%, sous l'effet notamment de la concurrence déloyale des importations frauduleuses.

La branche « Chimie » croît de 139,3% sous l'effet du redressement de l'activité des postes « Produits dérivés du pétrole » (+168,4%), en relation avec la résolution des difficultés de financement de la SIR; « Caoutchouc et produits en caoutchouc » (+219,5%) et « Produits chimiques » (+49,3%).

La branche « Energie électrique, Eau » enregistre une hausse d'activité de 17,3%; en relation avec l'accroissement de la production électrique induit par la reprise économique et l'augmentation de la production d'eau potable favorisée par les nouveaux forages aussi bien à Abidjan qu'à l'intérieur du pays.

L'indicateur avancé des BTP progresse de 193,7% grâce aux constructions immobilières et aux investissements publics concernant la réhabilitation des universités; des résidences universitaires et de la voirie.

La branche « Textile et chaussure » bénéficie de la reprise de la demande et du dynamisme de l'activité d'égrenage, en relation avec la bonne tenue de la production de coton.

Le rebond du transport terrestre suivant la dynamique des activités primaire et secondaire, profite à la branche « Automobile mécanique » qui connaît un accroissement de l'activité de 72,2%.

La branche extraction se tasse sous l'effet du repli de la production pétrolière, malgré l'évolution favorable des productions gazière et aurifère.

Par rapport aux quatre premiers mois de 2010, l'activité industrielle hors extraction reste bien orientée, avec une croissance de 11,3% qui se ressent aussi bien dans le secteur manufacturier (+7,2%) qu'au niveau des BTP (+23%). Cette évolution confirme le dynamisme du secteur secondaire.

4. La production et la consommation d'énergies commerciales

A fin mai 2012, les énergies commerciales sont marquées par la poursuite de l'accroissement des exportations de produits pétroliers amorcé au mois d'avril 2012, en liaison avec l'amélioration des marges de raffinage internationales. Les productions de produit pétroliers et d'électricité restent soutenues.

La production **d'électricité** affiche une augmentation de 16,9%, liée au dynamisme de la production de source thermique (+34,7%) qui bénéficie de l'utilisation du HVO pour l'alimentation des centrales, en complément au gaz naturel. Par contre, la chute de la production de source hydraulique s'accroît (-22,9% contre -18,5% à fin avril 2012), en raison de l'assèchement des barrages hydroélectriques.

S'agissant de la consommation d'électricité, elle croît de 19,8%, soutenue aussi bien par celle de basse tension (+5,6%) que par celle de moyenne et haute tension (+37,7%) qui confirme le dynamisme de l'activité industrielle.

La forte demande intérieure induit une chute des exportations de 53,2% pour se situer à 91 Gwh.

Au niveau des **produits pétroliers**, la production a plus que doublé pour se situer à 1 015 622 tonnes, après 426 898 tonnes réalisées à fin mai 2011. La reprise de la production est confirmée par la hausse de 22,7% enregistrée par rapport au niveau de production à fin mai 2010. L'activité de raffinage tire avantage de la reprise de la consommation intérieure qui a plus que doublé pour atteindre 583 888 tonnes, en liaison avec le rebond du transport dans la dynamique de la relance économique. En outre, la production est soutenue par la reprise des exportations (+140,3) induite par l'amélioration des marges de raffinage internationales dans le contexte de baisse des prix des produits pétroliers amorcé depuis le mois d'avril 2012. Malgré le rebond des exportations de produits pétroliers, elles restent encore en retrait (-3,3%) par rapport à la réalisation à fin mai 2010. Dans l'ensemble, les ventes de la Société ivoirienne de Raffinage (SIR) progressent de 127,2% par à fin mai 2011 et de 18,2% par rapport à la même période de 2010.

5. Les activités tertiaires

Les activités tertiaires continuent de bénéficier de la bonne tenue du commerce de détail et du trafic maritime, en liaison avec l'amélioration du climat des affaires.

L'activité commerciale, mesurée par l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail, progresse de 48,7% en termes nominaux, à fin mai 2012, en comparaison à la même période de 2011 marquée par la crise post-électorale. Cette évolution favorable est attribuable au flux des ventes de l'ensemble des rayons à l'exception des « Pièces et accessoires automobiles et motocycles neufs » qui reculent de 8,9%.

Les ventes de « Produits pétroliers » croissent de 88,0%, en liaison avec la consolidation du trafic urbain et inter-urbain, favorisée par la réduction des barrages et l'amélioration de la situation sécuritaire.

Les achats des produits des branches « Automobiles, motocycles et pièces détachés » et « Machines de bureaux, matériel informatiques » augmentent de 38,7% et 184,5% respectivement, bénéficiant de l'exécution d'importantes commandes, en liaison avec le redéploiement et le rééquipement de l'administration.

Par rapport au niveau de l'activité à fin mai 2010, le commerce de détail enregistre une hausse de 22,8% à fin mai 2012.

En terme réel, le chiffre d'affaires ressort en hausse de 48,8% par rapport à fin mai 2011.

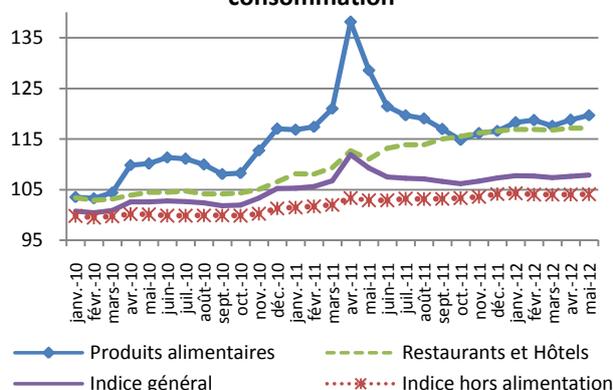
Dans la **branche transport**, à fin mai 2012, **le secteur aérien** poursuit sa bonne performance par rapport à la même période de l'année précédente. Le nombre total de voyageurs rebondit de 93,3%, soutenu particulièrement par le segment « Arrivée » (+104,5%) qui confirme l'amélioration de la situation sécuritaire. De même, le « transit direct » s'améliore de +99,0%. En revanche, le « fret aérien » affiche une baisse de 21,8% par rapport à fin mai 2011 et niveau du trafic aérien reste en deçà de celui de la même période de 2010. En effet, le nombre total de voyageurs, le transit direct et le fret aérien ressortent en baisse de 5,0%, 89,0% et 22,2%, par rapport à fin mai 2010.

L'activité maritime, à fin avril 2012, bénéficie de l'amélioration de la situation socio-politique et de la reprise de l'activité qui se traduit par une augmentation des escales de navires (+121,0%). Il en résulte un accroissement du trafic global des marchandises qui atteint 8 017 tonnes contre 3 476,6 tonnes un an plus tôt et 7 354,0 tonnes à la période correspondante de 2010. Par rapport à fin avril 2011, le trafic maritime est tiré à la fois par les importations (+153,2%) et les exportations (+81,9%).

6. Les prix à la consommation

A fin mai 2012, les prix à la consommation enregistrent une hausse par rapport au début de l'année, en relation avec la raréfaction saisonnière de certaines denrées alimentaires. Par rapport à 2011, les prix fléchissent aussi bien en glissement annuel au mois de mai 2012 qu'en moyenne sur les quatre mois écoulés de 2012. Cette baisse des prix à la consommation, après les tensions inflationnistes observées un an

Graph 4: Evolution de l'indice des prix à la consommation



Source: Institut National de la Statistique

plus tôt, est attribuable à la normalisation des circuits de distribution et aux mesures prises par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie.

Au mois de mai 2012, l'inflation ressort à -1,2%, en glissement annuel, traduisant la baisse des prix, après les tensions enregistrées un an plus tôt. Ce repli provient des postes « Produits alimentaires et boissons non alcoolisés » (-6,9%); « Communication » (-6,1%); « Transport » (-1,8%); « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants » (-0,5%); « Santé » (-0,3%) et « Enseignement » (-0,1%).

Les prix des produits alimentaires bénéficient de la réduction du nombre de barrages qui entravaient le ravitaillement des marchés. Ils profitent également des actions menées par le Gouvernement pour la réduction des prix des denrées de grande consommation. Des Protocoles ont ainsi été signés avec les opérateurs des filières bétail et riz et des mesures de contrôle sont mises en œuvre en vue de leur application. Concernant le riz, des négociations sont en cours avec les fournisseurs thaïlandais en vue de bénéficier de prix préférentiels. Des discussions sont également en cours pour la baisse des prix du sucre, du lait et de la tomate.

Les prix des produits du poste « Communication » maintiennent leur tendance baissière en raison de la décroissance des prix des services de « Téléphonie et de télécopie » (-5,5%) et des « Matériel de téléphonie et de télécopie » (-14,3%) liée respectivement à l'accroissement de la concurrence et la multiplication des points de ventes de matériel de téléphonie.

Concernant le poste « Transport », l'évolution descendante des prix est liée à la contraction de celui des « Services de transport » (-2,8%) du fait particulièrement de la réduction du raket et de l'amélioration de la fluidité routière. En effet, les faux frais au niveau des nombreux barrages routiers grevaient le coût du transport.

La baisse des prix de « Santé » tient de ceux des « Produits, appareils et matériels médicaux » (-4,4%) et des « Services ambulatoires » (-0,3%).

Ces replis de prix enregistrés sont cependant amoindris par l'augmentation de ceux des postes « Meuble, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+5,7%), « Restaurants et hôtels » (+5,5%), « Soins corporels » (+2,9%), « Loisirs et culture » (+1,9%), « Articles d'habillement et chaussures » (+1,4%) et « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,4%).

Le renchérissement des services des postes « Restaurants et hôtels » provient à la fois des services de restauration (+5,5%) et des services d'hébergement (+6,6%).

Quant aux « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » la hausse des prix est imputable aux loyers effectifs (+6,5%) et aux services d'entretien et de réparation des logements (+3,6%).

Dans l'ensemble, l'indice des prix hors alimentation ressort en hausse de 1,2%.

En moyenne sur les cinq mois écoulés de l'année 2012, l'inflation s'affiche à -0,1%, tirée par le repli des prix des postes « Produits alimentaires et boissons non alcoolisés » (-4,7%); « Communication » (-5,7%) et « Santé » (-0,2%). Les autres postes connaissent une progression des prix des produits avec des fortes hausses au niveau des « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+7,4%) et « Restaurants et hôtels » (+6,5%).

Par rapport au début de l'année, les prix à la consommation enregistrent une légère augmentation de 0,6%, en relation notamment avec le regain des prix des produits alimentaires (+2,6%) lié à la raréfaction saisonnière de certaines denrées.

7. Les échanges extérieurs

A fin mai 2012, les effets bénéfiques de la chute de l'activité maritime de la période correspondante de 2011, sur le taux de croissance des échanges extérieurs s'estompent progressivement pour faire place à ceux de la relance économique. Le commerce extérieur se caractérise par une progression en valeur des exportations de 35,9% et des importations qui ont presque triplé. De même, les exportations et importations en volume rebondissent respectivement de 45,2% et 202,3%.

Au niveau des exportations, la hausse en valeur concerne à la fois les produits primaires (+25,2%), les produits transformés (+46,6,1%) et les biens d'équipement qui ont plus que triplés.

Du côté des importations, la progression en valeur provient de toutes les composantes, à savoir les biens de consommation (+144,1%), les biens intermédiaires (+221,0%) et d'équipement (+418,5%). Ces évolutions confirment la reprise de la consommation et le regain de l'activité industrielle.

Il en découle un solde commercial excédentaire de 261,5 milliards. Toutefois, en raison de l'accroissement plus important des importations par rapport aux exportations, cet excédent accuse une baisse de 73,4% comparativement à celui réalisé à la même période de 2011.

Par ailleurs, il est noté un fléchissement des prix tant à l'exportation qu'à l'importation, respectivement de 6,4% et 3,8%, induisant une dégradation de 2,7% des termes de l'échange. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 113%, en baisse de 128,9 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente.

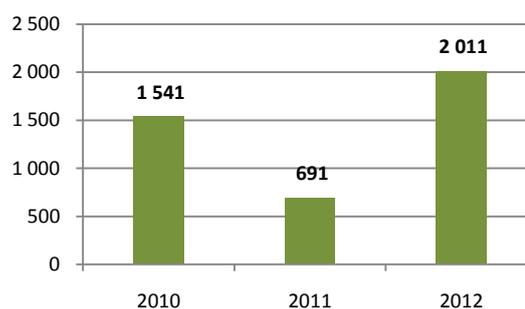
8. La situation monétaire

A fin avril 2012, la situation monétaire par rapport à fin décembre 2011, est caractérisée par une baisse de 4,2% de la masse monétaire pour s'afficher à 4 406,1 milliards. Cette contraction est induite par le recul des avoirs extérieurs nets de 3,5% et du crédit intérieur de 1,6%.

Les avoirs extérieurs nets se contractent de 62,8 milliards (-3,5%) pour s'établir à 1 750,0 milliards. Cette évolution pourrait s'expliquer notamment par le paiement du service de la dette publique extérieure et par le rapatriement des revenus des investissements étrangers réalisés en Côte d'Ivoire.

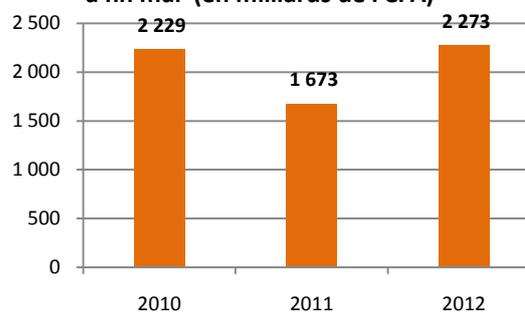
Le stock de crédit intérieur se situe à 2 829,6 milliards, en recul de 46,3 milliards (-1,6%) du fait du fléchissement des crédits à l'économie, alors que la Position nette du Gouvernement (PNG) augmente.

Graph 5: Evolution des importations totales en valeurs à fin mai (milliards de FCFA)



Source: Douanes/DCPE

Graph 6: Evolution des exportations totales à fin mai (en milliards de FCFA)



Source: Douanes/DCPE

En effet, la *PNG* croît de 48,5 milliards (+5,9%) sous l'effet de l'émission des titres publics pour financer les projets d'investissement et pour faire face aux échéances et arriérés de la dette publique.

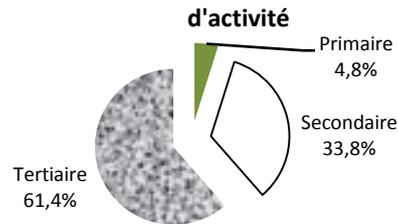
S'agissant du *stock du crédit à l'économie*, il recule de 94,8 milliards (-4,6%) pour se situer à 1 958,5 milliards, du fait de toutes ses composantes ; à savoir les crédits de campagne (-43,6 milliards), les autres crédits de court terme (-22,9 milliards) et les crédits de moyen et long termes (-28,3 milliards). Cette baisse des crédits à l'économie s'explique par l'importance,

par rapport aux nouveaux emprunts, des remboursements des crédits de campagne et des prêts scolaires massifs contractés au dernier trimestre de l'année 2011.

La contraction de la masse monétaire se ressent à la fois au niveau de la monnaie fiduciaire (-150,1 milliards ; -9,6%) et des dépôts en banque (-40,7 milliards ; -1,3%).

L'analyse de la structure des crédits déclarés à la centrale des risques, montre que le secteur tertiaire absorbe 61,4% des crédits accordés et reste le principal bénéficiaire du financement bancaire. Le secteur secondaire vient en deuxième position et bénéficie de 33,8% des crédits bancaires. Enfin, le secteur primaire reste le moins financé, ne bénéficiant que de 4,8% prêts bancaires.

Graph 7: Répartition du crédit par secteur



Source: Centrale des risques de la BCEAO

9. Le marché boursier

A fin mai 2012, l'**activité boursière** continue de maintenir sa tendance haussière grâce à l'amélioration du climat des affaires. Ainsi, les indicateurs se présentent comme suit :

- les indices BRVM 10 et BRVM composite ressortent respectivement à 165,19 points et 144,59 points, en accroissement de 4,1% et 4,2% ;
- la capitalisation boursière (actions et obligations) passe de 3 875,2 milliards à fin décembre 2011 à 4 001,4 milliards à fin mai 2012, en hausse de 5,8% ;
- le volume des échanges atteint 4 138 554 titres pour une valeur totale de 9 947 859 859 FCFA.

CONCLUSION

En définitive, les cinq premiers mois de l'année 2012 sont marqués par une évolution favorable de l'activité économique nationale, portée par les mesures de relance mise en œuvre par le Gouvernement.

Les secteurs secondaire et tertiaire, profondément impactés par la crise postélectorale en 2011, ont repris et enregistrent une hausse d'activité par rapport à fin mai 2010.

Quant au secteur primaire, il se maintient en dépit de la contraction des productions cacaoyère (-2,1%) et pétrolière (-9,6%) qui restent en deçà des replis respectifs de 10,9% et 22,3% prévus dans le cadrage macroéconomique pour l'année 2012.

Les mesures de lutte contre la vie chère se poursuivent en vue de ramener les prix des denrées de grande consommation, encore élevés malgré les fléchissements observés, à des niveaux supportables pour les populations.